

Bruxelles, le 17.6.2015  
C(2015) 4047 final

**DÉCISION DE LA COMMISSION**

**du 17.6.2015**

**relative à la mesure spéciale en faveur de la République Centrafricaine à financer sur le  
11<sup>e</sup> Fonds européen de développement**

## DÉCISION DE LA COMMISSION

du 17.6.2015

**relative à la mesure spéciale en faveur de la République Centrafricaine à financer sur le 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement**

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE) 2015/322 du Conseil du 2 mars 2015 relatif à la mise en œuvre du 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement<sup>1</sup> (FED) et notamment son article 9(3),

vu le règlement (UE) 2015/323 du 2 mars 2015 portant règlement financier applicable au 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement<sup>2</sup> et notamment son article 26,

considérant ce qui suit:

- (1) La République Centrafricaine a connu des événements tragiques depuis décembre 2012 avec une crise sécuritaire, politique, humanitaire et économique dont les effets sévères ont perduré pendant toute l'année 2013 et le début 2014. Le déploiement des forces internationales – SANGARIS pour la France, EUFOR-République Centrafricaine pour l'UE et désormais MINUSCA pour les Nations Unies – a permis de réduire progressivement l'insécurité générale sans empêcher totalement les exactions perpétrées par les différents groupes armés (ex-Seleka et Anti Balaka) dans un contexte dans lequel les forces nationales de police et de gendarmerie étaient totalement inactives.
- (2) Selon le processus actuel de la Transition conduit par le gouvernement de la Cheffe de L'Etat de la Transition, Mme Catherine Samba-Panza, la priorité est la restauration de la paix et de la sécurité, la remise en route des administrations à Bangui puis sur l'ensemble du territoire national, notamment celles en charge de la collecte des recettes, la reprise progressive des activités économiques, la fourniture des services sociaux essentiels à la population et l'achèvement du processus de la transition avec la tenue d'élections libres et transparentes pour un retour au fonctionnement normal des institutions démocratiques.
- (3) Conjointement avec les appuis des Etats de la sous-région et de la communauté internationale, un appui budgétaire de l'UE a pu être délivré en 2014 pour un montant effectivement décaissé de 30 000 000 EUR qui a permis de contribuer à la stabilisation du pays et au fonctionnement minimal de l'Etat, notamment à travers le paiement régulier des salaires des agents de l'Etat, des pensions et des bourses aux étudiants.
- (4) L'action intitulée « Programme d'Appui à la Consolidation de l'Etat - la République Centrafricaine » vise à favoriser le processus de transition vers le développement et la gouvernance démocratique, à accroître la capacité financière du gouvernement pour restaurer la paix, rétablir la stabilité macroéconomique, atteindre les objectifs de

---

<sup>1</sup> JO L 58, 3.3.2015, p. 1.

<sup>2</sup> JO L 58, 3.3.2015, p. 17.

politiques à court et moyen terme et à soutenir les efforts du gouvernement pour restaurer et garantir les fonctions vitales de l'État.

- (5) Le montant exact de l'allocation du 11<sup>e</sup> FED destiné à la République Centrafricaine n'étant pas encore décidé, le présent appui sera engagé sur l'enveloppe B du 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement.
- (6) Il y a lieu d'adopter une décision de financement dont les modalités sont fixées à l'article 94 du règlement délégué (UE) n° 1268/2012 de la Commission<sup>3</sup> applicable en vertu de l'article 26 du règlement (UE) 2015/323.
- (7) Il convient de permettre le paiement d'intérêts de retard sur la base de l'article 92 du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 et de l'article 111, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012 applicables en vertu de l'article 29, paragraphe 1, du règlement (UE) 2015/323.
- (8) La mesure prévue par la présente décision est conforme à l'avis du comité du Fonds européen de développement institué par l'article 8 de l'accord interne entre les représentants des gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil, relatif au financement de l'aide de l'Union européenne au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020 conformément à l'accord de partenariat ACP-UE et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité<sup>4</sup>.

DÉCIDE:

#### *Article premier*

#### **Adoption de la mesure**

La décision « Programme d'Appui à la Consolidation de l'Etat – République Centrafricaine » présentée en annexe, est adoptée.

La mesure comporte l'action suivante:

- Annexe: Programme d'Appui à la Consolidation de l'Etat - République Centrafricaine

#### *Article 2*

#### **Contribution financière**

La contribution maximale de l'Union européenne autorisée par la présente décision pour la mise en œuvre de la mesure visée à l'article 1<sup>er</sup> est fixée à 40 000 000 EUR et est financée sur l'enveloppe B du 11<sup>e</sup> FED.

La contribution financière prévue au premier alinéa peut aussi couvrir les intérêts de retard.

<sup>3</sup> Règlement délégué (UE) n° 1268/2012 de la Commission du 29 octobre 2012 relatif aux règles d'application du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 du Parlement européen et du Conseil relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union (JO L 362 du 31.12.2012, p. 1).

<sup>4</sup> JO L 210 du 6.8.2013, p. 1.

### *Article 3*

#### **Modalités de mise en œuvre**

La section «Mise en œuvre» de l'annexe de la présente décision énonce les éléments exigés par l'article 94, paragraphe 2, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012.

### *Article 4*

#### **Modifications non substantielles**

Les augmentations ou les diminutions de 10 000 000 EUR maximum n'excédant pas 20 % de la contribution visée à l'article 2, ou les modifications cumulées des crédits alloués à des actions spécifiques n'excédant pas 20 % de cette contribution, de même que les prolongations de la période de mise en œuvre, ne sont pas considérées comme substantielles au sens de l'article 94(4) du règlement délégué (UE) n° 1268/2012, pour autant qu'elles n'aient d'incidence significative ni sur la nature ni sur les objectifs des actions.

L'ordonnateur compétent peut adopter des modifications non substantielles dans le respect des principes de bonne gestion financière et de proportionnalité.

Fait à Bruxelles, le 17.6.2015

*Par la Commission*  
*Neven MIMICA*  
*Membre de la Commission*